pouvoir. » Ce qui n'empêche pas *Libertés* de voir dans le C.N.R. et les Comités de Libération l'expression du deuxième pouvoir, c'est-à-dire du pouvoir ouvrier et de préconiser qu'ils se substituent au gouvernement de Gaulle, ce qui signifierait « le renversement de la bourgeoisie ». Comme si de tels organismes où se retrouvent des agents de la bourgeoisie au côté de représentants d'organisations ouvrières qui ne sont pas l'émanation des masses et vivent en dehors de leur contrôle, pouvaient jamais instaurer la société socialiste.

Mais même l'Assemblée Consultative trouve grâce aux yeux des camarades de *Libertés*. Malgré des critiques assez vives, on écrit : « *l'Assemblée (consultative) constitue donc l'organe le plus représentatif de la Nation et par conséquent le seul pouvoir légal en attendant les élections.* »

C'est aussi la volonté de ne pas rompre avec la bourgeoisie et avec l'impérialisme britannique qui fait que *Libertés* ne prend pas réellement la défense de la Révolution Grecque, mais propose comme solution (n° du 22 décembre) un gouvernement d'union nationale sous la présidence du libéral Sophoulis, partisan de Papaandréou.

Libertés ne pourra être un organe de défense des travailleurs que s'il rompt résolument avec sa politique d'union sacrée, que s'il oppose à la guerre impérialiste la Révolution Socialiste Internationale.

Tel qu'en ce moment, *Libertés* ne se différencie en aucune question essentielle du parti réformiste ou stalinien. Tel qu'en ce moment, *Libertés* ne pourra donner aucune solution à la classe ouvrière ; il ne pourra être qu'un simple exécutant dans l'orchestration de la guerre impérialiste. Il ne peut être qu'un obstacle à la construction du véritable Parti Révolutionnaire.

GRANGER.

PERDU EN MER

CHARTE DE L'ATLANTIQUE

Prière de rapporter à F. Roosevelt

Maison Blanche.

Discrétion assurée.

L'OFFENSIVE BUREAUCRATIQUE

Elle continue...

★ **CAUDRON-RENAULT.** Les bonzes syndicaux de la Fédération et de la Locale, alertés par Belin l'indésirable, ont décidé la décentralisation du groupe Caudron et le rattachement de chaque usine à sa locale. Leur but : alourdir le contrôle bureaucratique, avoir mieux en mains ces usines « gauchistes ».

Malgré cette décision, les ouvriers du groupe Caudron ont décidé de maintenir leur C.E. centrale formée de délégués des divers secteurs. Echec aux bureaucrates !

La C. E. de l'I. M. agit sans contrôle. Le journal mural est en sommeil.

A l'Assemblée générale où se présentait le défenseur des patrons, l'ami des épurés, le paternel Brunet, administrateur imposé par Tillon, des paroles amères furent prononcées. Le camarade Ducret osa prendre la défense dudit Brunet : « *Le ministre a décidé de le maintenir à la direction de l'usine* ». Dans ce cas...

Un camarade ouvrier, peu convaincu par l'argument, bondit sur l'estrade et crie ; « *Camarades, êtes-vous d'accord pour travailler avec Brunet ?* » Des sifflements, des huées, des « *Aux chiottes Brunet* » mettent au point la question. Mais lorsque le gars veut continuer son appel, seuls les premiers rangs l'entendent. ON LUI A COUPE LE COURANT AU MICRO !

Voilà comment les bureaucrates comprennent la démocratie !

SUR LE FRONT OUVRIER

Il ne faut pas confondre

POUR les jeunes travailleurs la mobilisation, pour les capitalistes les dividendes, c'est une loi inviolable du régime capitaliste.

Le gouvernement devait confisquer les bénéfices faits sous l'occupation, et M. de Menthon avait promis des mesures révolutionnaires. Que fait-on ? Rien ou presque. D'ailleurs il ne s'agit pas seulement de confisquer les bénéfices faits sous l'occupation, mais bien tous les bénéfices faits par tous ceux qui, avant, pendant et après l'occupation, s'engraissent pendant que les autres crèvent sur les champs de bataille.

Au demeurant, nous voudrions bien savoir combien d'entreprises n'ont pas travaillé pour la Todt ou la Wehrmacht. Il suffirait d'ouvrir les livres de la Reichkredikasse, comme Pleven menaçait de le faire, pour activer les souscriptions à l'emprunt.

Avec le sabotage, par le patronat, de la reprise économique, on reparle de nationalisation. Le gouvernement a jeté en pâture Renault et les Houillères du Nord. Mais il ne faudrait pas confondre : il y a nationalisation et nationalisation.

L'expérience nous a amplement démontré ce que MM. les bourgeois et leurs agents du gouvernement entendaient par nationalisation. Elle consiste à nationaliser les pertes. L'exemple le plus connu est celui de la S.N.C.F. où l'on assiste au paradoxe suivant : une entreprise déficitaire que l'Etat renfloue et qui se permet de distribuer des dividendes. Un autre exemple non moins connu, et non moins scandaleux, est celui du trust Havas : alors que Havas-publicité, largement bénéficiaire, restait entreprise privée, Havas-informations, très déficitaire, était pris en charge par l'Etat.

Ce que veulent les travailleurs, ce n'est pas la nationalisation des pertes de ces messieurs les capitalistes, c'est l'expropriation effective des trusts *et la mise de leurs biens au service de la nation.*

Il ne s'agit là que d'une œuvre de justice : reprendre aux exploiteurs ce qu'ils ont accumulé par l'exploitation des travailleurs. Et l'on parle d'indemnité et de rachat ! Ainsi, dans le cas des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les actionnaires continuent à être rémunérés, et ce, sur la base des résultats enregistrer en 1938. L'Humanité *s'indigne et demande si l'on indemnisera les collaborateurs. G. Cogniot écrit que l'on ne doit* « dédommager que les actionnaires honnêtes », *qu'elle est cette nouvelle discrimination ? Pour nous, nous ne distinguons que les gros actionnaires qui sont d'ailleurs les seuls maîtres effectifs des entreprises et, parmi ceux-là, il n'y a pas « d'actionnaires honnêtes », mais des requins de la finance et de l'industrie qui vivent de la sueur des travailleurs, et les petits actionnaires à qui une légitime compensation doit être accordée sous la forme de rente d'Etat.*

L'expropriation des trusts doit se faire sans indemnité ni rachat.

Mais qui pourrait croire un seul instant que les bénéfices de guerre seront véritablement confisqués, que les trusts seront effectivement expropriés par un gouvernement où se retrouvent MM. Mayer, Pleven, Dautry, Diethelm, etc..., agents connus des trusts et des banques ? Seuls, les travailleurs peuvent effectivement imposer ces mesures.

Il faut que les travailleurs prennent en main l'expropriation des trusts. *Cela ne peut être réalisé que par un* Congrès des Comités d'ouvriers, d'employés et de techniciens *réuni à cet effet. Le sabotage des hommes des trusts et de leurs agents ne pourra être mis en échec que si toutes les mesures décidées sont appliquées sous le contrôle ouvrier. Ce sera la tâche de* Comités ouvriers *démocratiquement élus par l'ensemble des travailleurs, responsables devant eux et renouvelables à tout moment.*

« Et dire que c'est avec ça, conclue notre correspondant, *que le P.S., le P.C.F. et la C.G.T. veulent faire "l'union". Quelle honte ! »*

★ **BORDEAUX.** La ville est complètement privée de ravitaillement par la destruction des ponts. Rien n'est fait pour rétablir le pont de St-André de Cubzac qui fait communiquer Gironde et Charentes. Le colonel DRULHE, commandant de la 18e région, refuse au génie les bons de réquisition nécessaires pour commencer les travaux. Il préfère garder l'affaire pour des entreprises capitalistes. En tout désintéressement...

DU TRAVAIL POUR TOUS !

Les cas de mises à pied, aux 75 %, ou au chômage total, sont de plus en plus fréquents dans un pays *où tout est à reconstruire.*

Le sabotage de la bourgeoisie, l'incapacité du régime capitaliste lorsqu'il s'agit « de prendre des mesures plus coordonnées pour un meilleur fonctionnement de l'économie », comme s'exprimait le *Journal Officiel*, ne suffisent pas à expliquer cette absurdité. Il y a en outre, la volonté très consciente de la bourgeoisie de diviser les exploités en travailleurs et en non-travailleurs, pour les opposer, briser leur combattivité, et faire baisser leurs salaires par le jeu de la concurrence.

★ **A NANTES.** *L'entreprise* AVIER qui travaille à la réfection des voies, a débauché, le 30 Novembre, 400 ouvriers, bien que les 3/4 des travaux restent à faire. Le patron argue du manque de fond alors qu'il a gagné des millions à faire des tranchées pour Hitler. Chez MASSON, chez LEVAUX, on débauche !

★ **CHEZ GNOME (Kellermann).** La majorité des ouvriers spécialisés est versée au chômage ; 50 %, des ouvriers qui travaillent sont menacés de la mise à pied sans distinction de catégorie. Quant aux femmes, elles ont appris à la réunion du 11 Décembre, qu'à fin Janvier, elles seraient considérées comme chômeuses au tarif de 30 fr. par jour ! Les responsables syndicaux acceptent le point de vue de la direction. Il est « impossible », paraît-il, de reprendre les femmes : elles ne travaillent « ni assez vite, ni assez bien ». Les mêmes responsables leur conseillent de reprendre le travail, même à 75 %, ce qui aurait pour résultat, très rapidement, de faire baisser tous les salaires.

A cette assemblée du 11 Décembre, des solutions pour donner du travail à tous ont été apportées ; le camarade Delteil a proposé de fabriquer des pièces détachées de mécanique de précision. Les cheminots en réclament par ailleurs ! D'autres ont proposé la mise au point rapide du nouveau modèle d'avion dont la sortie est sans cesse retardée. Ces idées restent en l'air. Pourquoi ?

Il faut *un plan de production* établi par la C.G.T., appliqué sous le contrôle ouvrier. Tant que l'industrie ne redémarre pas il faut réduire le temps de travail pour que chacun puisse travailler. Imposons *l'échelle mobile des heures de travail* avec le salaire des 48 heures !

DU PAIN POUR TOUS !

★ **GNOME ET RHONE.** Les délégués de l'usine, partis en province pour ravitailler la cantine que nous gérons depuis la « libération », sont revenus bredouilles. Les préfets sabotent délibérement le ravitaillement des cantines ouvrières, dans l'espoir de nous décourager : « *Rien à la taxe, tout est livré au ravitaillement central* » disent-ils dans des *imprimés* tout prêts. En y mettant le prix... on a tout ce qu'on veut. Nos délégués sont revenus les mains vides... Leur conclusion à l'assemblée de l'usine : « *A L'AVENIR, IL FAUT ENVOYER UN CAMION VIDE, L'AUTRE CHARGE DE MILICIENS OUVRIERS !* ».

Pour en sortir : Comités locaux de ravitaillement, groupant les délégués d'usines, les Comités de ménagères et les petits commerçants, pour l'organisation de caravanes qui nous ravitailleront mieux et moins cher. Dans le Finistère, les pommes de terre pourrissent à la ferme. Les Comités locaux du ravitaillement doivent s'entendre directement avec les paysans pour la suppression des intermédiaires qui s'engraissent au détriment des producteurs et consommateurs.

★ **QUIMPER.** La famine et la vie chère sont organisées par les spéculateurs également dans les villes de province.

A Quimper, le 12 Décembre, une manifestation a réuni plusieurs centaines de ménagères devant la mairie et la préfecture pour protester contre le ravitaillement, insuffisant en tout. Le préfet ayant convoqué un meeting pour tenter d'apaiser le mécontentement, a été plusieurs fois interrompu ; le directeur du ravitaillement n'a pu parler par suite de l'hostilité générale

Charité bien ordonnée...

★ **DE NANTES :** « *La police F.F.I. a découvert au grand séminaire un stock de matériel de guerre et de denrées rares évalués à plusieurs millions, abandonnés par les allemands. Il y en avait jusque sous la chapelle !!! C'était le Bon Dieu qui gardait tout ça ! Ainsi, pendant que des gosses sont privés de beurre, de sucre et de chocolat, les curés s'empiffrent comme des porcs ! Alors, et la charité chrétienne ? Quel pavé dans la mare aux grenouilles... de bénitier. De pauvres gens ont été inculpés pour avoir pris une lessiveuse au camp de la Gâcherie. En prison les pillards en soutane !*

La IVe vit et lutte...

(suite de la 1re page)

Nous sommes sans nouvelles récentes des trotskystes qui continuent la lutte clandestine malgré la Gestapo en **Allemagne**, *en* **Norvège**, *en* **Hollande** *et au* **Danemark**.

La section **russe** *poursuit sa lutte aux côtés des soldats de l'Armée rouge et des travailleurs soviétiques pour le renversement de la bureaucratie thermidorienne, pour le rétablissement de la démocratie soviétique qui, rompant avec la honteuse diplomatie secrète des bureaucrates qui laissent assassiner le peuple grec, rendra à l'Union Soviétique sa place perdue de bastion de la Révolution mondiale.*

Malgré la répression fasciste qui l'a décimée (11 camarades fusillés à Athènes, 4 autres à Salonique par la Gestapo avant le débarquement anglais ajoutent leurs noms à ceux de Pouliopoulos, Makris et autres trotskystes fusillés par les fascistes italiens), la section **grecque** *a pris sa place de combat à l'avant-garde du glorieux peuple grec.*

En dépit de la perte inestimable que fut pour elle l'assassinat de L. Trotsky par un agent du Guépéou, la IVe Internationale se développe, accroît son influence dans les masses travailleuses. Avec elle se forge l'arme indispensable pour que triomphe la Révolution Mondiale dont les premiers grondements se font entendre en Espagne, en France, en Italie, en Belgique, et qui a commencé en Grèce.

Fédérez les Comités de gestion !

Dès le lendemain de la « libération », dans toutes les usines de la région de la Loire furent formés des Comités d'entreprises, la plupart élus démocratiquement. Dans 130 de ces entreprises, mises sous séquestre, les Comités d'usines se transfomèrent en Comités de gestion, qui prirent la direction économique des boîtes, faisant la preuve de leurs capacité, et le mouvement s'étend.

Mais déjà, une offensive gouvernementale se dessine. Les Comités de gestion sont déclarés ILLEGAUX. On veut fermer les usines sous séquestre. Le patronat veut arrêter l'expérience trop probante. Les banques refusent les crédits nécessaires des directions d'entreprises « irresponsables ». Les staliniens de l'U.D. out réuni un "Congrès de la production de guerre" et lancent le mot d'ordre des "Comités patriotiques de production". « D'abord produire, revendiquer ensuite : tout pour la guerre », disent-ils.

Les travailleurs doivent se défendre ! Il faut réunir des Congrès locaux des Comités de gestion. Il faut fédérer les Comités de gestion, réunir un Congrès départemental des délégués élus de chaque boîte. Un Comité de propagande doit faire une large publicité à l'expérience de la Loire. Les premières tâches sont : s'opposer aux "Comités de production", organiser le Congrès départemental, fédérer les Comités de gestion.

DURAL.

Démocratie élastique

Le mot démocratie est formé de deux mots grecs et signifie gouvernement du peuple. Mais lorsque le peuple grec voulut exprimer son opinion sur son gouvernement, les dirigeants anglais lui expliquèrent le mot à leur façon et à coups de canons. Churchill sait bien donner le pouvoir aux militaires, au roi Georges II ou même, à la rigueur, au Métropolite Damaskinos, mais il explique gravement et avec conviction que ce serait pêché de dictature que de laisser la parole au peuple.

Churchill doit trouver que les français sont bien plus compréhensifs que les grecs, s'il a lu le compte rendu de la séance du mercredi 27 décembre à l'Assemblée consultative. Lorsque Noguères (socialiste) attaqua Jeanneney qui n'avait pas voulu que soit publié, le 10 juillet 1940, la motion signée par 27 parlementaires protestant contre la passation des pouvoirs à Pétain, de Gaulle se leva pour expliquer ce qu'il entendait par démocratie. Il dit que le gouvernement existait avant l'Assemblée tel qu'il est, et que, par conséquent, sa composition n'est pas cause. Très juste ! Et c'est même le gouvernement qui l'a nommée. Et certains voudraient se permettre des écarts de langage ? Au demeurant, personne ne protesta et l'incident fut clos.

Aussi, les délégués à l'Assemblée consultative ont-ils une haute idée de leur fonction et de leur importance. Le débat commencé en présence d'une centaine de délégués (moins de la moitié) se termina à 20 h. sur la demande des vingt derniers qui commençaient à avoir froid au milieu de tout ce vide.

IL FAUT QUE CESSE CETTE COMEDIE. Nous voulons des élections immédiates pour une Constituante qui dégagera les réformes de structure indispensable et d'où sera issu un gouvernement représentant l'opinion des masses ouvrières. En dehors de cela, il n'y a pas de démocratie.

BROUSSE.

LA LUTTE POUR LES SALAIRES

★ **BORDEAUX.** Grève victorieuse chez Vandame.

★ **ANGERS.** Grève aux « Chemins de fer du Petit Anjou » déclanchée contre la volonté de la direction syndicale.

Grève aux Pompes funèbres, victorieuse au bout de 6 heures.

★ **TRÉLAZÉ.** Grève de 4 jours à la Manufacture d'allumettes pour l'abolition des méthodes de travail instaurées sous l'occupation allemande. Victoire.

★ **LA LORRAINE** La simplification en 4 catégories est en voie d'être obtenue.

Le fils de Déroulède

Tillon a demandé à la Commission Exécutive syndicale CAUDRON de « parrainer » l'escadrille « Patrie ». Résultat : on veut extorquer aux ouvriers une journée de salaire. Sans doute pour entretenir la réserve de wisky du bar de l'escadrille ? Les ouvriers ne sont pas chauds. Une journée de salaire ? Oui ! *Mais pour le soutien des combattants Grecs !*

Les « collaborateurs »... de classe

La collaboration de classe signifie pour les travailleurs plus de souffrances et de misère : « Travailler d'abord, revendiquer ensuite » !

Du beurre ou des canons ?

Appelés par une affiche chauvine (qui déshonore la C.G.T.), 2.000 métallos s'étaient rendus au Vél' d'Hiv. dans l'espoir d'y entendre discuter sérieusement comment donner à tous *du travail et du pain*.

Certes, les orateurs ont apporté des exemples précis du sabotage de la bourgeoisie : tel patron spéculateur planque des stocks de cuir suffisants pour faire 20.000 paires de chaussures, etc... ***Mais aucune proposition concrète, aucun appel à l'initiative ouvrière, aucun mot d'ordre d'action, aucune directive.***

Les auditeurs ouvriers ont montré qu'ils en ont assez des continuelles jérémiades et des compétitions oratoires d'où ne sort jamais rien de concret. Après chaque orateur, la salle se vidait un peu plus. Les applaudissements étaient maigres. *La Marseillaise* beuglée par les hauts parleurs fut écoutée debout, ***mais en silence***, pas un applaudissement. C'est devant une salle froide, ***vidée de moitié***, que Frachon prit la parole pour répéter les mêmes plaintes et les mêmes appels à l'Union sacrée.

Cette réunion doit être un signal d'alarme ! Les ouvriers venus pour entendre des suggestions, des décisions énergiques, des propositions pratiques de campagne pour le Plan de reprise économique, ne marchent plus pour les parlottes. Ils comprennent que c'est par un large appel à l'initiative populaire, par un plan élaboré et appliqué par eux en fonction des besoins CIVILS, et seulement ainsi qu'on peut conjurer la catastrophe.

Assez de phrases ! Exigeons sans tarder l'élaboration du plan par la C.G.T. Elisons à chaque échelon nos commissions techniques du plan !